

Convention collective

IDCC : 8262. – **EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES**
(CÔTE-D'OR, NIÈVRE, YONNE)
(21 novembre 1997)

(Etendue par arrêté du 23 mars 1998,
Journal officiel du 26 mars 1998)

AVENANT N° 33 DU 1^{ER} JUILLET 2009

NOR : *AGRS0997177M*

IDCC : 8262

Entre :

La fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles de Bourgogne ;

Le syndicat des employeurs de main-d'œuvre agricole de la Nièvre,

D'une part, et

L'UR CFDT de Bourgogne ;

L'UR CFE-CGC ;

L'UR CGT-FO de Bourgogne ;

L'UR CGT de Bourgogne,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 3 de l'annexe III concernant le régime de prévoyance « Garantie décès, rente éducation pour orphelin et frais d'obsèques » est ainsi annulé et remplacé par :

« Article 3

Garantie décès

Cette couverture décès comprend 3 prestations :

- un capital décès ;
- une rente annuelle d'éducation ;
- une indemnité frais d'obsèques.

La garantie décès couvre tous les risques décès, à l'exclusion de ceux résultant :

- de la guerre civile ou étrangère ;
- du fait volontaire du bénéficiaire ;
- du fait volontaire du salarié, le suicide étant toutefois pris en charge.

I. – Capital décès

A. – Ouverture des droits

1. Période d'affiliation.

Le droit au capital décès est ouvert du chef d'un salarié dont le décès survient pendant la période d'affiliation.

Sous réserve que l'indemnisation résulte d'une interruption de travail survenue pendant l'exercice d'une activité dans une entreprise adhérente, sont considérées comme des périodes d'affiliation les périodes pendant lesquelles le participant est :

- indemnisé pour maladie, maternité ou accident du travail au titre du régime des assurances sociales agricoles ;
- titulaire d'une pension d'invalidité ou d'une rente accident du travail, pour une incapacité au moins égale aux 2/3 ;
- en situation de chômage indemnisé.

Dans tous les cas où une allocation décès est servie par le régime de l'Unédic, le montant global de cette allocation est déduit du montant du capital, majoré le cas échéant dans les conditions prévues ci-après.

Lorsque le montant de cette allocation est égal ou supérieur à celui du capital décès, ce dernier n'est pas servi.

2. Maintien pendant 30 jours après rupture.

La garantie est maintenue durant la période de 30 jours suivant le départ du salarié de l'entreprise adhérente s'il n'a pas repris d'activité professionnelle.

3. Retraités.

Les droits peuvent également être attribués du chef d'un retraité affilié à la garantie décès immédiatement avant la cessation de son activité pour départ à la retraite et ayant à la date de son décès au moins un enfant à charge.

4. Cas d'exclusion.

La garantie décès vise tous les cas de décès, y compris le suicide, à l'exclusion de ceux résultant :

- d'une guerre mettant en cause l'Etat français ;
- d'une guerre civile ou étrangère dès lors que le salarié y prend une part active ;
- des effets directs ou indirects d'explosion, de dégagement de chaleur, d'irradiation provenant de transmutations de noyaux d'atomes ;
- des conséquences de la participation du salarié à un crime, délit intentionnel, émeute, acte de terrorisme ou rixe sauf légitime défense ou assistance à personne en danger.

La garantie décès n'est pas accordée lorsque le bénéficiaire a commis ou fait commettre un meurtre sur la personne du salarié.

B. – Montant des prestations

En cas de décès d'un salarié quelle que soit son ancienneté dans l'entreprise, Agri-Prévoyance verse, à la demande du ou des bénéficiaires, un capital décès d'un montant égal à :

- 100 % de son salaire annuel brut ;
- majoré de 25 % par enfant à charge.

Le salaire de référence servant de base au calcul des prestations invalidité ou décès est égal au salaire brut perçu au cours des 12 mois civils précédant l'arrêt de travail, le décès ou la maladie en cas de décès d'un salarié en activité ou la cessation d'activité en cas de décès d'un retraité.

Lorsque la période d'affiliation ne comporte pas 12 mois, mais au moins 30 jours au cours des 12 derniers mois, le capital décès est basé sur le salaire d'une année calculé à partir des salaires sur lesquels le salarié a cotisé depuis son affiliation à la garantie décès.

Lorsque la période d'affiliation est inférieure à 30 jours, le capital décès est égal à 30 fois le salaire journalier du participant.

Le salaire est revalorisé dans les mêmes conditions que les salaires servant de base au calcul des pensions de vieillesse des assurances sociales, compte tenu des coefficients de revalorisation fixés par arrêté et applicables à la date du décès.

C. – Bénéficiaires

Le capital est versé, en priorité, au conjoint survivant non séparé de corps ou au cocontractant d'un Pacs, à moins que le salarié ait fixé et notifié à Agri-Prévoyance une répartition entre son conjoint et ses descendants, cette répartition ne pouvant réduire la part du conjoint à moins de 50 % du capital.

En l'absence de conjoint survivant non séparé de corps ou d'un cocontractant d'un Pacs, le capital est versé aux descendants.

En l'absence de ces bénéficiaires prioritaires, le capital est attribué dans l'ordre de préférence suivant :

- aux bénéficiaires désignés par le salarié ;
- au concubin justifiant d'au moins 2 ans de vie commune, sous réserve que le salarié ne soit ni marié ni pacsé ;
- aux héritiers du salarié.

Pour le bénéfice de la majoration pour enfant à charge, sont considérés comme :

- “enfant” :
 - l'enfant du salarié (légitime, adopté ou reconnu, né ou à naître) ;
 - l'enfant recueilli par le salarié et pour lequel la qualité de tuteur lui a été reconnue ;
 - l'enfant qui a été élevé par le salarié pendant 9 ans au moins avant son 16^e anniversaire ;

- l'enfant dont la qualité d'ayant droit du salarié a été reconnue par le régime de base ;
- “enfant à charge”, indépendamment de la position fiscale :
 - les enfants âgés de moins de 18 ans, quelle que soit leur situation ;
 - les enfants âgés de moins de 26 ans lorsqu'ils sont étudiants, apprentis, demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi et non indemnisés à ce titre ;
 - les enfants reconnus invalides au sens de la législation des assurances sociales, quel que soit leur âge.

Majorations familiales :

Les majorations familiales sont versées dans tous les cas aux seules personnes qui les ont générées.

Elles sont versées directement à l'enfant à charge si ce dernier est majeur, ou à son représentant légal, s'il est mineur.

En tout état de cause, la somme des majorations générées par les enfants à charge est répartie par parts égales entre eux.

D. – Invalidité absolue et définitive

En cas d'invalidité absolue et définitive (3^e catégorie), constatée par le régime de base de la sécurité sociale, interdisant au salarié toute activité rémunérée, et l'obligeant à être assisté d'une tierce personne pour les actes de la vie courante, le capital décès peut lui être versé, sur sa demande, de façon anticipée en 24 mensualités.

Le paiement anticipé du capital décès met fin à la prestation capital décès.

II. – La rente d'éducation

A. – Ouverture des droits et montant des prestations

En cas de décès d'un salarié justifiant de 12 mois, continus ou non, d'affiliation à la garantie décès, chaque enfant à charge du salarié, tel que défini ci-dessous, perçoit une rente annuelle d'éducation égale à :

- 3 % du plafond annuel de la sécurité sociale pour un enfant à charge jusqu'au 11^e anniversaire ;
- 4,5 % du plafond annuel de la sécurité sociale pour un enfant à charge du 11^e au 18^e anniversaire ;
- 6 % du plafond annuel de la sécurité sociale pour un enfant à charge du 18^e au 26^e anniversaire.

Si l'enfant bénéficiaire devient orphelin de père et de mère du fait du décès postérieur du dernier parent, la rente est doublée au lendemain du jour du décès du dernier parent.

B. – Bénéficiaires

Pour le bénéfice de la rente éducation, sont considérés comme :

- “enfant” :
 - les enfants du salarié, qu'ils soient légitimes, naturels, adoptifs, reconnus ;
 - les enfants à naître ;
 - les enfants nés viables ;

- les enfants recueillis, c'est-à-dire ceux de l'ex-conjoint éventuel, du conjoint ou du concubin ou du partenaire lié par un Pacs, du salarié décédé qui ont vécu au foyer jusqu'au moment du décès et si leur autre parent n'est pas tenu au versement d'une pension alimentaire ;
- « enfant à charge », indépendamment de la position fiscale :
 - les enfants jusqu'à leur 18^e anniversaire, sans condition ;
 - les enfants jusqu'à leur 26^e anniversaire, et sous condition, soit :
 - de poursuivre des études dans un établissement d'enseignement secondaire, supérieur ou professionnel ;
 - d'être en apprentissage ;
 - de poursuivre une formation professionnelle en alternance, dans le cadre d'un contrat d'aide à l'insertion professionnelle des jeunes associant, d'une part, des enseignements généraux professionnels et technologiques dispensés pendant le temps de travail, dans des organismes publics ou privés de formation, et, d'autre part, l'acquisition d'un savoir-faire par l'exercice en entreprise d'une ou plusieurs activités professionnelles en relation avec les enseignements reçus ;
 - d'être préalablement, à l'exercice d'un premier emploi rémunéré, inscrits à Pôle emploi comme demandeurs d'emploi, ou stagiaires de la formation professionnelle ;
 - d'être employés dans un centre d'aide par le travail ou dans un atelier protégé en tant que travailleurs handicapés ;
- les enfants invalides jusqu'à leur 26^e anniversaire, en cas d'invalidité équivalant à l'invalidité de 2^e ou 3^e catégorie de la sécurité sociale justifiée par un avis médical ou tant qu'ils bénéficient de l'allocation d'adulte handicapé et tant qu'ils sont titulaires de la carte d'invalidé civil.

En tout état de cause, les enfants répondant aux définitions et conditions ci-dessus doivent obligatoirement être également à la charge du bénéficiaire.

C. – Invalidité absolue et définitive

En cas d'invalidité absolue et définitive (3^e catégorie), constatée par le régime de base de la sécurité sociale, interdisant au salarié toute activité rémunérée, et l'obligeant à être assisté d'une tierce personne pour les actes de la vie courante, le participant peut demander à bénéficier par anticipation de la rente éducation.

Le versement de la rente met fin à la garantie rente d'éducation.

III. – L'indemnité frais d'obsèques

Suite au décès du conjoint non séparé de corps, du cocontractant d'un Pacs, à défaut du concubin, ou des enfants à charge (tels que définis au C du paragraphe I du présent article pour la majoration du capital décès) du salarié non retraité, il est versé une indemnité frais d'obsèques qui est égale à 100 % du plafond mensuel de la sécurité sociale en vigueur à la date du décès.

Cette indemnité est versée au participant non retraité à condition qu'il ait lui-même supporté les frais d'obsèques. »

Article 2

L'article 4 de l'annexe III concernant le régime de prévoyance « Dispositions spécifiques aux opérations de prévoyance » :

Le point 2 « Cotisations » est ainsi annulé et remplacé par :

« Le taux des cotisations afférentes à la couverture des garanties visées aux articles 1 à 3 est fixé à :

(En pourcentage.)

RISQUES COUVERTS	PART PATRONALE	PART SALARIALE	TOTAL
Incapacité temporaire			
Risque AT + mensualisation	0,31	–	0,31
Indemnisation complémentaire du 4 ^e au 7 ^e jour	–	0,12	0,12
Indemnisation complémentaire à compter du 8 ^e jour	0,15	0,15	0,30
Assurance charges sociales	0,16	–	0,16
Incapacité permanente	0,13	0,13	0,26
Décès			
Capital décès/indemnité funéraire	0,095	0,095	0,19
Rente éducation	0,08	0,08	0,16
Total	0,925	0,575	1,50

Les cotisations dues au titre du présent régime sont appelées et recouvrées par la mutualité sociale agricole conjointement aux cotisations légales. »

Article 3

Le présent avenant prend effet au 1^{er} juillet 2009.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Pouilly-en-Auxois, le 1^{er} juillet 2009.

(Suivent les signatures.)